

# FLASH ÉCONOMIE

## RECHERCHE ÉCONOMIQUE

09 mai 2011 – N° 339

### Les pays du Nord de la Zone Euro peuvent-ils se replier sur eux-mêmes ?

*Dans les pays du Nord de la Zone Euro, l'évolution politique et l'évolution de l'opinion vont dans le sens :*

- *d'une appréciation négative de l'euro ;*
- *du rejet de l'immigration ;*
- *du rejet de la solidarité avec les pays périphériques en difficulté, du fédéralisme.*

*Cette évolution de l'opinion est elle raisonnable pour ces pays ?*

- *le rejet de l'immigration n'est pas compatible avec une situation où il y a vieillissement démographique et plein emploi, car sans immigration il y aurait chute de la croissance potentielle (surtout en Allemagne et en Autriche) ;*
- *le rejet de la solidarité avec les pays périphériques n'est compatible qu'avec une situation où les pays du Nord ne dépendent pas trop des exportations vers les pays du Sud, et où les pertes en cas de défaut de ces pays ne sont pas trop graves (ce qui n'est pas vrai en Allemagne et aux Pays-Bas).*

RECHERCHE ECONOMIQUE  
Rédacteur :  
Patrick ARTUS

*Les pays du Nord ne peuvent pas se replier sur eux-mêmes sauf peut-être la Finlande.*

## Une évolution politique inquiétante dans les pays du Nord de la Zone Euro

Les élections et les sondages récents dans les pays du « Nord de la Zone Euro » (Allemagne, Autriche, Finlande, Pays-Bas, Belgique, ou partie flamande de la Belgique) montrent dans ces pays (encadrés 1, 2, 3) :

- une appréciation négative des effets de l'Europe, de l'euro ;
- un rejet de l'immigration ;
- le refus de la solidarité avec les pays de la périphérie en difficulté ;
- le refus de toute forme de fédéralisme.

### Encadré 1

#### Allemagne:

Les 621 sièges du Parlement allemand (« Bundestag ») se répartissent comme suit : Démocrates-chrétiens (CDU / CSU) : 238, Sociaux-démocrates (SPD) : 146, Parti Libéral (FDP) : 93, Gauche (Die Linke) : 76 et Verts (Bündnis 90 Die Grünen) : 68. Le gouvernement, dirigé par la Chancelière Angela Merkel (CDU) et le vice-chancelier et ministre des affaires étrangères Guido Westerwelle (FDP), s'appuie sur une coalition rassemblant les démocrates-chrétiens et le parti libéral. Les prochaines élections fédérales (qui se tiennent tous les quatre ans) auront lieu en 2013. Les dernières élections ont été marquées par une progression importante des Verts aux dépens de tous les autres partis, et particulièrement du parti libéral.

Les populistes de droite (NPD) ne sont représentés que dans deux des 16 parlements régionaux (Mecklenburg-Vorpommern et Saxe). Ils ne pèsent que dans la partie orientale de l'Allemagne unie et ne constituent pas un réel sujet d'inquiétude jusqu'à présent. La situation économique de l'Allemagne est excellente et le taux de chômage est historiquement bas. Actuellement, le débat public lancé par les Verts dans le contexte de la catastrophe japonaise se concentre sur la politique énergétique.

- Attitude vis-à-vis de l'euro et de l'appartenance de l'Allemagne à l'Union européenne :

Les sondages dressent un tableau contrasté. En décembre 2010, l'institut Emnid avait annoncé qu'interrogés pour désigner la meilleure devise pour l'Allemagne, 56% des citoyens allemands choisissaient le deutschemark et 43% l'euro. Au même moment, Infratest dimap publiait des chiffres quelque peu divergents. Selon cet institut, 60% des personnes interrogées étaient favorables à l'euro, tandis que 36% se prononçaient en faveur de la réintroduction du deutschemark. Compte tenu des récents succès électoraux des Verts, il est intéressant de relever que selon Emnid, 64% de leurs électeurs préfèrent l'euro au deutschemark.

Un autre sondage effectué par l'institut Kienbaum en janvier 2011 auprès des entreprises donne les résultats suivants : 66% des 250 entreprises allemandes interrogées (avec une prédominance d'entreprises moyennes) souhaitent un maintien de l'euro dans sa forme actuelle, 30% envisagent une division entre une zone euro forte autour de l'Allemagne, et une zone euro plus faible regroupant les pays périphériques, 5% seulement demandent la réintroduction du deutschemark.

Une étude plus récente de l'institut Ipsos révèle que 55% seulement des personnes interrogées croient au succès de l'euro à long terme (en 2008, avant l'éclatement de la crise financière, ce chiffre s'élevait à 78%). De plus, 31% manifestent leur accord avec l'affirmation selon laquelle l'appartenance à l'Union européenne est « plutôt désavantageuse » pour l'Allemagne, un plus haut depuis 1994, tandis que 24% pensent que l'appartenance à l'Union européenne est « plutôt avantageuse ».

- Immigration :

Selon une enquête réalisée en octobre 2010 par l'institut Bertelsmann-Stiftung, 68% des Allemands ont une expérience plutôt positive de leurs contacts avec la population immigrée et 18% une expérience plutôt négative. Le principal avantage de cette expérience est l'ouverture à des cultures différentes. Cette attitude globalement positive envers l'immigration est assez surprenante compte tenue du débat controversé qui s'est tenu l'an dernier, après la publication d'un livre écrit par un ancien administrateur de la Bundesbank Thilo Sarrazin. La classe politique a envoyé un signal négatif, la chancelière Angela Merkel ayant déclaré que le multiculturalisme avait échoué. Toutefois, le débat de l'an dernier s'est essentiellement concentré sur les immigrants faiblement qualifiés. Il existe un consensus plus large sur l'avantage de l'immigration de personnes qualifiées, les entreprises allemandes déclarant, en particulier, qu'elles éprouvent de grandes difficultés à recruter des employés qualifiés pour occuper les postes vacants.

- Adhésion aux mesures de soutien aux pays périphériques et au fédéralisme:

S'agissant des plans de sauvetage (EFSF, MES), selon une enquête réalisée en avril, 22% des Allemands sont « extrêmement inquiets » et 38% « très inquiets » de leurs conséquences pour l'Allemagne, seulement 14% des personnes interrogées sont peu inquiètes. Toutefois, 50% des citoyens allemands soutiennent les mesures de sauvetage en faveur du Portugal, tandis que 45% y sont opposés. De plus, selon l'institut Emnid, 90% des personnes interrogées pensent qu'après la Grèce et le Portugal, d'autres Etats de l'Union européenne devront être secourus.

L'évolution vers un fédéralisme européen est absolument hors du débat d'Allemagne, la chancelière Angela Merkel ayant refusé toute solution intégrant des transferts directs (tels que l'émission d'obligations européennes, qui ce serait probablement traduite par une hausse des coûts de refinancement de l'Allemagne). Elle s'est enfin prononcée en faveur du MES, qui implique le versement par l'Allemagne de 22 Md€ sur cinq ans, à partir de 2013. Toutefois, au sein de la coalition gouvernementale, le FDP manifeste sa réticence en raison de l'absence de concertation, si bien que l'existence d'une majorité en faveur du MES au sein du Bundestag s'en trouve menacée.

À partir du 1er mai, en raison de l'évolution de la loi, les citoyens de huit Etats de l'Europe de l'Est (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Slovaquie, République tchèque, Hongrie) pourront travailler en Allemagne sans limitation. Le Cologne Institute for Economic Research table sur l'arrivée de 800 000 immigrants en 2011 et 2012, et sur 1 200 000 immigrants seulement à l'horizon 2020. D'autres instituts (Agence fédérale pour l'emploi, l'institut pour la recherche d'emploi) tablent sur des flux annuels de 140 000 et 100 000 immigrants respectivement. L'immigration globale attendue est très basse, si l'on considère que 3,3 millions de personnes ont immigré en Allemagne au cours des années 1990.

Toutefois, selon un sondage réalisé auprès des salariés, 40% des personnes interrogées craignent que les flux d'immigration attendus réduisent leur propre liberté de mouvement.

## Encadré 1 (suite)

**Belgique :**

Selon un sondage réalisé mi mars en Flandres, les nationalistes flamands (N-VA) seraient toujours largement en tête en cas d'élections, récoltant 31,5% des intentions de vote, soit plus de trois points que lors du dernier scrutin. Le parti arrivant en seconde position (CD&V) ne récolterait pour sa part que 18,2% des intentions de vote.

**Pays-Bas**

Élections parlementaires (juin 2010) :

VVD (parti libéral) – 31 sièges  
 PVV (parti de droite) – 24  
 CDA (parti démocrate-chrétien) – 21  
 PvdA (parti travailliste) – 30  
 SP (parti socialiste) – 15  
 GroenLinks (parti écologiste) – 10  
 D66 (parti social libéral) – 10  
 CU (parti chrétien) – 5  
 SGP (parti calviniste orthodoxe) – 2  
 PvdD (parti pour la défense des droits des animaux) – 2

Depuis octobre 2010, le gouvernement s'appuie sur une coalition minoritaire du VVD et du CDA, avec un accord de tolérance passé avec le PVV

**Autriche**

Elections parlementaires (septembre 2008) :

SPÖ (Sociaux-démocrates) – 57 sièges  
 ÖVP (Parti conservateur) – 51  
 Die Grünen (parti écologiste) – 20  
 FPÖ (parti de droite) – 34  
 BZÖ – (parti de gauche) – 21

Depuis décembre 2008, le gouvernement s'appuie sur une Grande coalition entre le SPÖ et l'ÖVP

## Encadré 2

## Finlande : Résultats des élections

Les résultats des élections législatives finlandaises, qui se sont déroulées le 17 avril dernier, ont confirmé la percée historique du parti nationaliste et eurosceptique des Vrais Finlandais (True Finns) dirigé par Timo Soini.

Selon les résultats publiés officiellement le mercredi 20 avril, le parti des conservateurs (National Coalition Party) devient le parti majoritaire pour la première fois de son histoire avec 20,4% des suffrages tandis que le parti Social Démocrate (Social Democrat Party) de l'opposition est crédité de 19,1% des voix. Les deux formations sont talonnées par le principal vainqueur des élections et l'unique parti à avoir progressé depuis les élections de 2007, les Vrais Finlandais. Le parti a en effet recueilli 19,0% des voix et devient ainsi la troisième force politique du pays. Le parti centriste (Centre Party) du premier ministre sortant, Mari Kiviniemi, est pour sa part le grand perdant puisqu'il perd 16 sièges et n'obtient que 15,8% des voix.

Par ailleurs, pour la première fois depuis 1958 aucun parti n'obtient plus de 50 sièges au Parlement (tableau 1). Les partis représentés perdent ainsi entre 1 et 15 sièges à l'exception du parti des Vrais Finlandais qui gagne 34 sièges et dispose désormais de 39 députés.

Tableau 1		
Finlande: répartition des sièges au Parlement		
	2011	2007
National Coalition Party (KOK)	44	50
The Finnish Social Democratic Party (SDP)	42	45
True Finns (PS)	39	5
Centre Party of Finland (KESK)	35	51
Left-Wing Alliance (VAS)	14	17
Green League (VIHR)	10	15
Swedish People's Party in Finland (RKP)	9	9
Christian Democrats (KD)	6	7
Others	1	1
<b>Total</b>	<b>200</b>	<b>200</b>

Sources: Statistics Finland

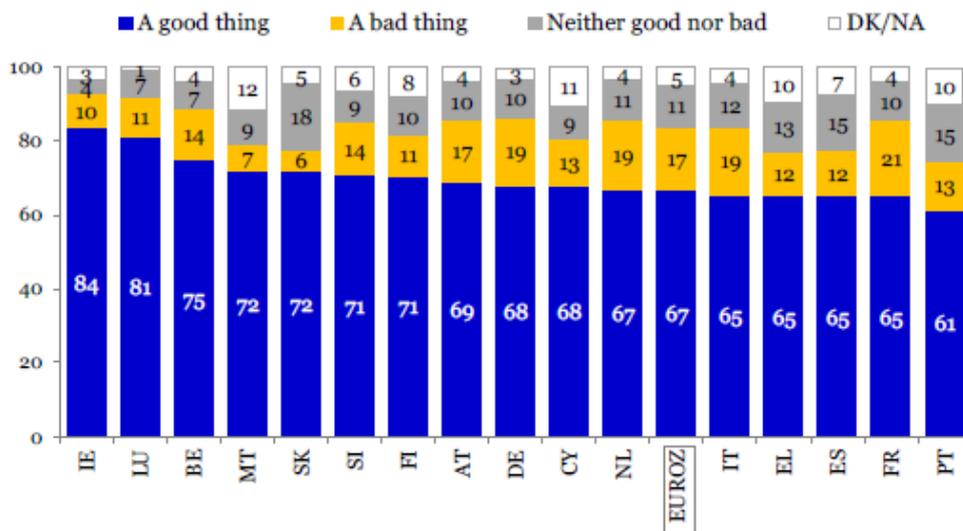
### Encadré 2 (suite) Finlande : Résultats des élections finlandaises

L'absence de majorité n'est pas une nouveauté dans le paysage politique finlandais puisque le pays est constamment gouverné par des coalitions gouvernementales. La percée du parti nationaliste est en revanche un bouleversement. Ce succès, anticipé par les sondages depuis plusieurs mois, trouve en partie son origine dans les maux rencontrés par la zone euro depuis l'année dernière et le sauvetage financier de la Grèce, l'Irlande et bientôt du Portugal. Il reflète la résistance grandissante des pays du nord de la zone euro à financer les pays touchés par la crise.

Le ministre des Finances de la coalition sortante et très probable futur premier ministre, Jyrki Katainen (National Coalition Party) devrait être en charge de la formation du prochain gouvernement auquel ne participera pas le parti centriste. Mari Kiviniemi a en effet déclaré que "la place du Parti du Centre lors de la prochaine législature sera dans l'opposition". Le parti de la Coalition Nationale, le parti Social Démocrate et les Vrais Finlandais devraient donc participer aux négociations en vue de la formation de la prochaine coalition gouvernementale.

### Encadré 3 Eurobaromètre

#### Consequence of having the euro for Europe



Q1. Generally speaking, do you think that having the euro is a good or bad thing for Europe?

Base: all respondents, % by country

Nous nous demandons si cette position de l'opinion dans ces pays est rationnelle ou au contraire « suicidaire », en nous concentrant sur deux aspects : l'immigration, le refus de la solidarité avec les pays du Sud (le refus du fédéralisme).

Nous regardons de ce point de vue les situations de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche, de la Finlande (le cas de la Belgique est plus complexe avec la séparation du pays en 3 régions).

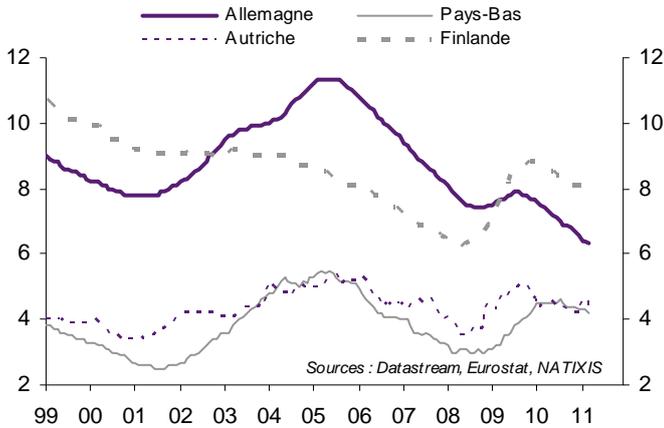
Les pays du Nord de la Zone Euro peuvent-ils refuser l'immigration ?

L'immigration est nécessaire si, dans ces pays, il y a :

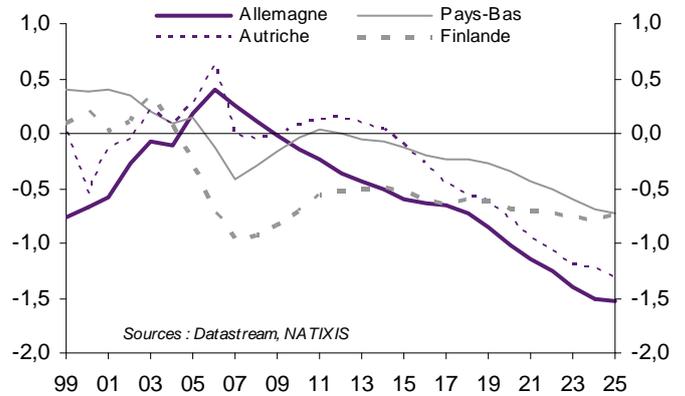
- retour vers le plein emploi ;
- vieillissement démographique.

Sans immigration, la production potentielle devient alors très faible. Le chômage est effectivement redevenu faible dans ces pays (graphique 1a), qui connaissent maintenant un vieillissement démographique important (graphique 1b).

**Graphique 1a**  
Taux de chômage

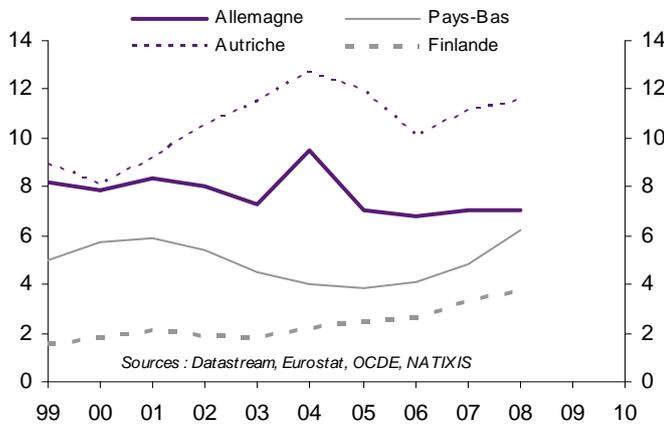


**Graphique 1b**  
Evolution de la population de 20 à 60 ans (en % par an)

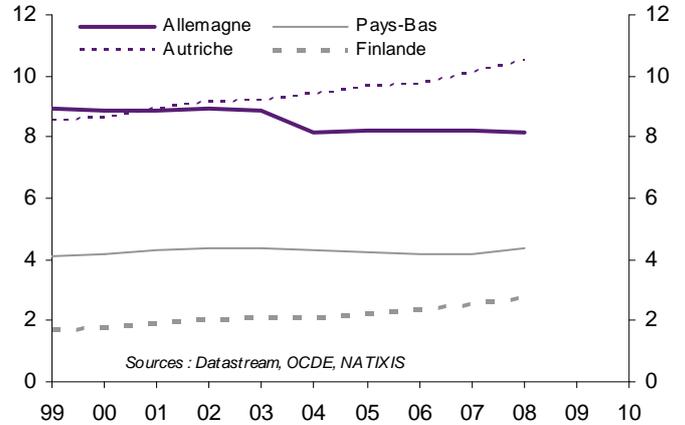


L'immigration est importante en Autriche et en Allemagne, elle augmente aux Pays-Bas et en Finlande (graphiques 1c/1d). La Finlande et les Pays-Bas ont des gains de productivité tendanciels élevés, mais en Allemagne et en Autriche ils sont assez faibles (1 ¼ % par an, graphique 1e) : compte tenu du vieillissement, la croissance potentielle serait inférieure à 1% par an en Allemagne et en Autriche, sans immigration, alors que la croissance attendue est nettement plus forte (graphique 1f).

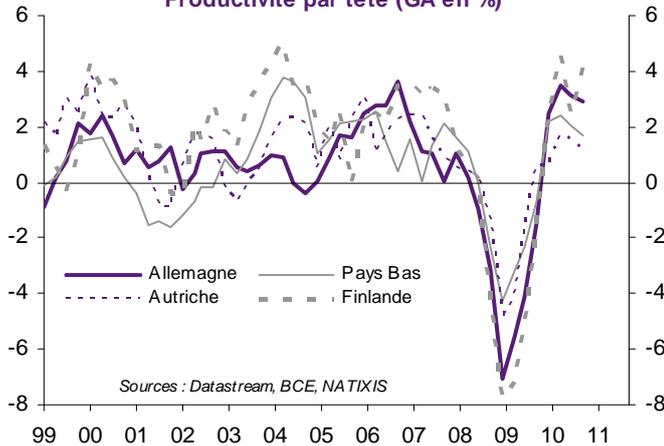
**Graphique 1c**  
Flux migratoires nets (pour 1000 habitants)



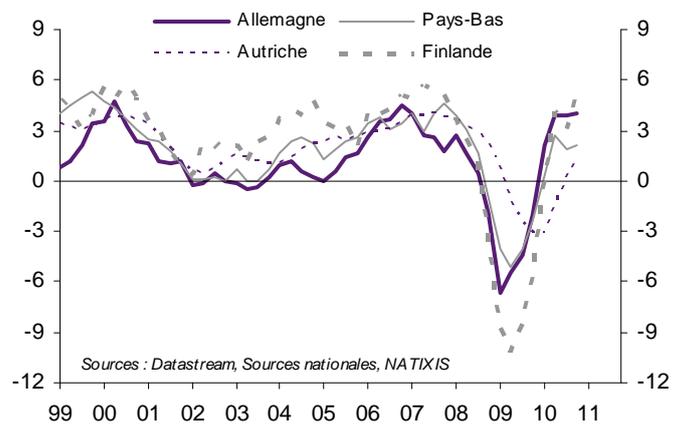
**Graphique 1d**  
Nombre des immigrés (en % du totale)



**Graphique 1e**  
Productivité par tête (GA en %)



**Graphique 1f**  
Croissance du PIB (volume, GA en %)



Les pays du Nord de la Zone Euro peuvent-ils refuser d'être solidaires des pays du Sud ?

Il y a ici deux questions :

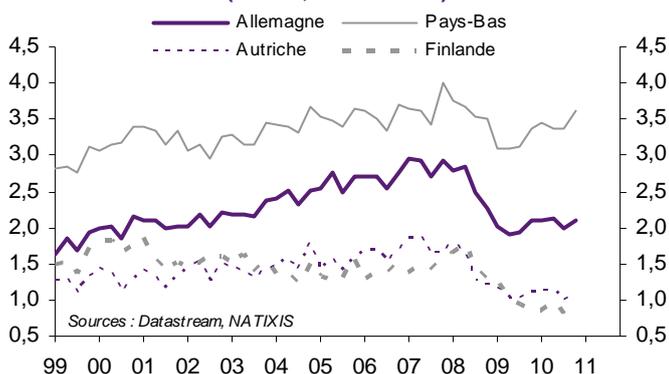
1. les pays du Nord peuvent-ils supporter une chute forte de leurs exportations vers le Sud ?

Cette chute des exportations pourrait résulter :

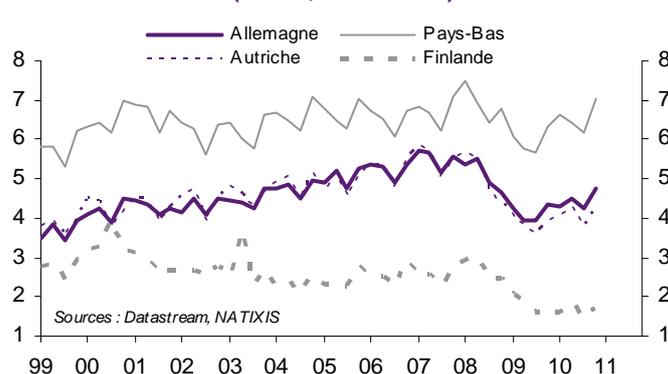
- de la récession dans les pays du Sud (nous y incluons l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et la Grèce, et aussi, à titre d'exemple, l'Italie) due à un défaut sur les dettes publiques ou à une contraction trop rapide des déficits publics ;
- de la dépréciation des monnaies des pays du Sud de la Zone Euro s'ils quittaient l'euro.

Les exportations vers les pays du Sud, si on inclut l'Italie, représentent 2% du PIB de la Finlande, 4 à 5% du PIB de l'Allemagne et de l'Autriche, 7% du PIB des Pays-Bas (graphiques 2a/2b).

Graphique 2a  
Exportations vers  
Espagne+Portugal+Irlande+Grèce  
(valeur, en % du PIB)

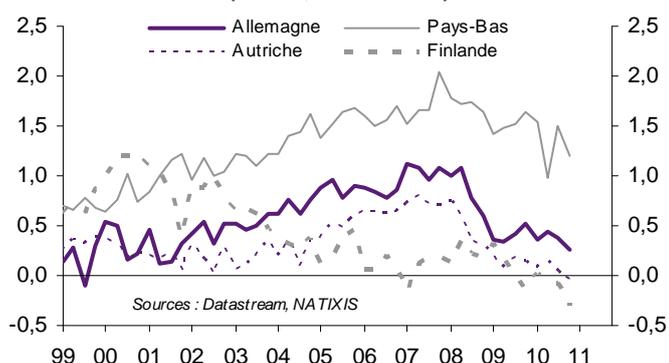


Graphique 2b  
Exportations vers  
Espagne+Portugal+Irlande+Grèce+Italie  
(valeur, en % du PIB)

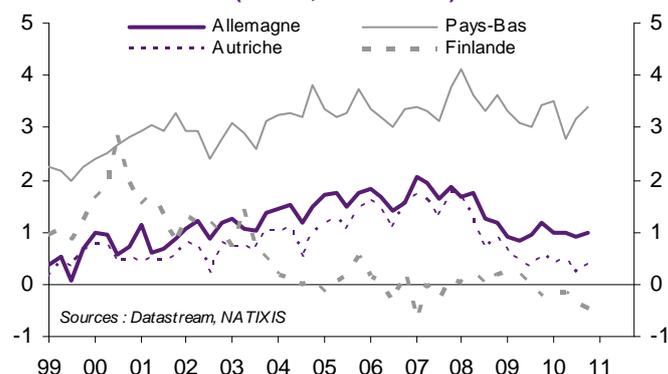


Le commerce avec ces pays est très excédentaire aux Pays-Bas, assez excédentaire en Allemagne (graphiques 2c/2d). Une baisse de 25% des exportations vers le Sud coûterait donc entre 0,5 et 2 points de PIB aux pays du Nord.

Graphique 2c  
Balance commerciale avec  
Espagne+Portugal+Irlande+Grèce  
(valeur, en % du PIB)



Graphique 2d  
Balance commerciale avec  
Espagne+Portugal+Irlande+Grèce+Italie  
(valeur, en % du PIB)



## 2. Les pays du Nord de la Zone Euro peuvent-ils supporter un défaut des pays du Sud ?

Il s'agit ici surtout d'un problème pour l'Allemagne, avec les très importantes détections de dettes des pays du Sud, et pour les Pays-Bas (détention de dettes du Sud par les investisseurs institutionnels, tableaux 1/2).

Tableau 1  
Détections des dettes publiques en Mln EUR

Banques de... Dette de...	Allemagne	Autriche	Finlande	Pays Bas
Italie	77,343	1,474	0,007	10,313
Espagne	34,825	0,239	0	2,927
Portugal	12,076	0,272	0	2,272
Grèce	18,718	0,776	0,021	3,16
Irlande	12,922	0,105	0,041	0,559

Source : Natixis

Tableau 2  
Détection géographique et sectorielle des titres de dette publique en 2009  
(Mds USD encours au T4-09)

Investment in Investment from:	Italie	Espagne	Irlande	Grèce	Portugal
<b>Allemagne</b>	<b>125,8</b>	<b>71,4</b>	<b>21,4</b>	<b>36,6</b>	<b>22,8</b>
Banques 4)	77,2	45,7	13,5	19,8	14,9
Non-banques 4)	48,6	25,8	7,9	16,8	7,9
<b>Pays-Bas</b>	<b>63,9</b>	<b>20,7</b>	<b>3,8</b>	<b>19,0</b>	<b>6,1</b>
Autorités monétaires	2,5	0,8	0,1	0,8	0,3
Banques	13,1	8,4	0,8	5,6	3,2
Autres institutions financières 2)	48,3	11,4	2,8	12,6	2,6
Secteur non financier 3)	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0

Sources : CPIS, JEDH, Natixis

### Synthèse : une double incohérence

Les opinions des pays du Nord de la Zone Euro de plus en plus rejettent :

- L'immigration ;
- La solidarité avec les pays périphériques en difficulté (le fédéralisme).

Cette attitude est incohérente :

- l'immigration leur sera nécessaire pour stabiliser la croissance potentielle avec le vieillissement démographique, surtout en Allemagne et en Autriche ;
- une crise économique grave et une sortie de l'euro dans les pays du Sud de la Zone Euro constitueraient un choc insupportable par les pays du Nord de la Zone Euro, surtout en Allemagne et aux Pays-Bas.